



La CGT Finances publique souhaite commenter les réponses du directeur régional des Finances publiques, Hugues Bied-Charreton, faites au journal Ouest France le 13 janvier 2021 concernant la fermeture de 17 trésoreries en Ille et Vilaine d'ici 2023 .

Question de Ouest France et réponse du directeur Combien de trésoreries vont fermer en Ille-et-Vilaine ?

« Les postes comptables sur le secteur local vont être ramenés de 24 à 12, mais nous allons rester présents sous d'autres formes. Particuliers et professionnels auront toujours un contact direct avec les impôts ».

Commentaires de la CGT

Ce ne sont pas 12 trésoreries qui vont rester en 2023 mais seulement 7, à Rennes, Redon, Fougères, Dol de Bretagne, Saint Malo, Vitré et Montfort.

Cette réorganisation s'appuie également sur la fermeture de toutes les trésoreries de proximité du département : Bain-de-Bretagne, Chartres-de-Bretagne, Chateaubriand, Dinard, Dol-de-Bretagne, Guichen, Liffré, Montauban, Pipriac, Plélan-le-Grand, Cesson-Sévigné, Retiers, St Aubin d'Aubigné, Tinténiac, Val Couesnon (Antrain).

Les trésoreries assuraient le conseil et la gestion des comptes des collectivités locales et permettaient aux usagers de venir payer leurs impôts et de venir se renseigner au plus près de leur lieu d'habitation. Ce ne sera plus le cas.

Question de Ouest France et réponse du directeur Comment être plus présent en partant ?

« Il y a une confusion entre les structures et la qualité de service. Par exemple, faire des kilomètres jusqu'à une trésorerie pour payer une facture de cantine ou une amende, ce n'est pas rendre service aux contribuables. On a agréé plus de 170 buralistes dans le département. Le commerçant ne voit qu'un code, pas de nom ni de montant. Les horaires sont plus larges qu'aux Finances publiques. Les usagers plébiscitent ce fonctionnement. »

Commentaires de la CGT

Le paiement en espèces chez les buralistes, par le biais de la Française des Jeux (société récemment privatisée) de toutes les factures fiscales, communales, des amendes, va entraîner la fermeture des caisses de toutes les trésoreries. L'État sous-traite ainsi à une société privée le recouvrement de ses propres créances... Aucun renseignement ou délai de paiement ne pourront plus être donné aux contribuables, comme c'était le cas au guichet des trésoreries, sans parler du manque de confidentialité chez les buralistes.

Question de Ouest France et réponse du directeur Mais quand on ne comprend rien à ses impôts ?

« Il faut une réponse adaptée à chaque besoin. Aujourd'hui, dans une trésorerie municipale, si vous demandez une remise gracieuse ou un autre calcul, l'agent vous oriente vers le centre des impôts. Par exemple, pour Liffré c'est à Fougères. En 2023, quand ce site sera fermé, l'habitant prendra contact par téléphone ou par mail et il aura un rendez-vous à Liffré, dans les dix jours. Il ne fera plus la queue, il aura vu avant, avec nos services, quels justificatifs sont nécessaires. Ce sera beaucoup plus pratique. »

Commentaires de la CGT

Les élus présents au rassemblement devant la trésorerie de Liffré le 15 décembre dernier ont expliqué que la Maison France Service de la communauté Liffré-Cormier ne permettra pas de répondre aux questions des usagers de manière satisfaisante. En effet, seul les fonctionnaires des Finances publiques peuvent répondre aux questions les plus complexes. D'autre part, les élus ont évoqué le conditionnement d'une compensation financière de 30 000 € à leur acceptation d'accueillir la Maison France Service. Ils s'inquiètent sur la pérennité de cette compensation qui ne pourra en aucun cas financer les frais de fonctionnement de ce service.

Question de Ouest France et réponse du directeur La queue aux impôts, c'est bientôt de l'histoire ancienne ?

« Oui. Tous les centres d'impôts des particuliers sont maintenus en Ille-et-Vilaine. Mais l'année dernière, on a beaucoup développé les services en ligne. Ça ne veut pas dire tout dématérialiser, même si 75 % des gens paient par internet, mais fixer le jour et l'heure de son choix pour qu'un agent vous appelle ou vous reçoive. Les deux tiers des demandes se résolvent par un échange téléphonique. Physiquement, on a donc beaucoup moins de monde et on peut mieux accueillir ceux qui sont perdus dans leurs papiers ou qui ont besoin d'être rassurés, épaulés. Les Liffréens trouveront toujours, après 2023, une personne sur place, une fois le rendez-vous calé. »

Commentaires de la CGT

A Rennes par exemple, où cette réorganisation est déjà en place, les files d'attentes le matin devant le Centre des Finances Publiques sont interminables et l'accueil est fermé l'après midi, et limité aux seuls RDV pris sur Internet.

Les contribuables qui se présentent actuellement à la trésorerie de Liffré pour des renseignements ou payer leurs impôts sont reçus immédiatement sans attendre 10 jours comme le prévoit le directeur avec sa nouvelle organisation.

Question de Ouest France et réponse du directeur Alors pourquoi les usagers, les personnels et les élus manifestent régulièrement ?

« Il y a évidemment de la méfiance, quand on annonce des réformes. La Poste, la gendarmerie, les communes ont vu des services partir. L'objectif des Finances publiques, c'est d'apporter un meilleur service. On a signé un protocole départemental avec les élus et le préfet nous engageant jusqu'en 2026. Et on ne va pas tout détricoter ensuite. Le contribuable n'attend pas de nous qu'on soit en bas de chez lui, mais qu'on lui apporte une réponse rapide, simple et fiable, comme l'analysent plusieurs études. »

Commentaires de la CGT

On a vu les conséquences pour le service public du départ de la poste ou la gendarmerie dans de nombreuses communes...

Le rassemblement organisé par l'intersyndicale devant la trésorerie de Liffré le 15 décembre montre que les élus, les agents et les usagers présents avec les syndicats sont attachés au maintien de trésoreries de pleine compétence et de proximité.

Un appel public contre la fermeture des trésoreries d'Ille-et-Vilaine, pour le maintien d'un véritable accueil pour les usagers, et pour les services publics de proximité a été

lancé à cette occasion et est largement signé par les usagers.

Question de Ouest France et réponse du directeur Quelles conséquences en interne ?

« Plus d'un tiers de mon effectif va partir à la retraite. La plupart seront remplacés, mais ce n'est pas évident de débiter dans une petite structure. Là, on crée des centres plus importants, où le travail d'équipe sera plus attirant, avec du tutorat. »

Commentaires de la CGT

La direction régionale des Finances publiques a supprimé en 10 ans plus de 400 emplois en Ille-et-Vilaine, soit plus de 20 % de l'effectif départemental : c'est un véritable plan social.

Les fermetures de services décidées par le directeur ont pour but de supprimer des emplois.

***Non les départs à la retraite ne sont pas et ne seront pas remplacés.
Le directeur veut développer un travail en plateau industrialisé avec des tâches moins qualifiantes pour les agents.
Les conditions de travail des agents vont donc encore se détériorer.***

Question de Ouest France et réponse du directeur Et des nouvelles fonctions ?

« Oui, on implante des cadres supérieurs à temps plein dans les collectivités locales. Nos comptables aujourd'hui traitent beaucoup de missions, des publics différents. Ils n'ont pas le temps d'accompagner les élus et leurs services. Cela aussi peut bousculer les habitudes, mais notre objectif est vraiment d'apporter du soutien. »

Commentaires de la CGT

Contrairement aux comptables des trésoreries qui étaient en lien direct avec les élus locaux, ces cadres supérieurs, implantés à Rennes, seront totalement déconnectés de la réalité comptable et budgétaire des collectivités. Ils seront incapables d'assurer le minimum de conseils aux ordonnateurs concernés qui devront dès lors, inéluctablement, recourir à des cabinets d'expertise comptable ou d'audits pour la réalisation d'analyses financières et fiscales et à une agence comptable, à leurs frais, pour permettre le paiement des dépenses à bonne date, la tenue d'une comptabilité exacte et le recouvrement efficace des produits locaux.

Rennes, le 14 janvier 2021